

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies, . . .	35 fr.	20 fr.
Stranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro	An comptant, à l'imprimerie :	1 fr. 50
	Par porteur ou par la poste.	
	Togo, France et Colonies :	1 fr. 75
	Etranger : Port en sus.	

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1940

- 18 septembre — Loi instituant un régime de réassurance des risques maritimes ordinaires. (Arrêté de promulgation n° 239 du 8 mai 1941) 250

1941

- 22 janvier — Loi créant une agence économique unique pour l'ensemble des territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies. (Arrêté de promulgation n° 240 du 8 mai 1941). 251
- 27 février — Décret constatant la nullité des deux associations dites : « La Grande Loge Nationale Indépendante » et « La Fédération Française du Droit Humain » ainsi que de tous les groupements s'y rattachant en France, en Algérie, dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat. (Arrêté de promulgation n° 230 du 6 mai 1941) 253
- 27 février — Décret constatant la nullité de l'association dite « La Société Théosophique » et de tous les groupements s'y rattachant dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat. (Arrêté de promulgation n° 230 du 6 mai 1941). 253
- 15 mars — Décret établissant une prohibition de sortie pour les plantes, arbres, arbustes fruitiers, forestiers et d'ornement. (Arrêté de promulgation n° 232 du 7 mai 1941). 254
- 15 mars — Loi abrogeant le décret du 13 mai 1938 et le décret-loi du 24 mai 1938, relatifs à la durée de l'affectation des administrateurs coloniaux. (Arrêté de promulgation n° 233 du 7 mai 1941) 254
- 16 mars — Loi donnant pouvoir aux gouverneurs généraux et gouverneurs pour suspendre ou diminuer, à titre provisoire et jusqu'à une date

qui sera fixée ultérieurement par décret, les droits de douane sur certains produits lorsque l'incidence de ces droits est susceptible de provoquer une hausse du coût de la vie. (Arrêté de promulgation n° 226 du 1^{er} mai 1941) 255

- 21 mars — Décret établissant une prohibition de sortie pour les huîtres, moules, autres coquillages et crustacés. (Arrêté de promulgation n° 234 du 7 mai 1941) 255

- 2 avril — Décret qui, complétant le décret du 10 septembre 1940 relatif aux mesures à prendre contre les individus dangereux pour la défense nationale et pour la sécurité publique, donne pouvoir au gouverneur général ou gouverneur pour prononcer, sous réserve d'approbation par le secrétaire d'Etat aux colonies, l'internement prévu par le décret susvisé, hors des territoires placés sous son autorité. (Arrêté de promulgation n° 231 du 6 mai 1941) 256

- 4 avril — Décret déclarant applicables dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du secrétariat d'Etat aux colonies les articles 2 et 3 du décret-loi du 15 février 1940 relatif à la signification des saisies-arrests, oppositions et cessions entre les mains des comptables publics. (Arrêté de promulgation n° 235 du 7 mai 1941) 256

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1941

- 18 avril — N° 192 — Arrêté portant approbation du budget du fonds commun des sociétés indigènes de prévoyance — exercice 1941. 257
- 18 avril — N° 196 — Arrêté autorisant un prélèvement ordinaire sur la caisse de réserve. 258
- 18 avril — N° 204 — Arrêté autorisant un prélèvement sur le fonds de renouvellement du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf 258

18 avril	— No 205 — Arrêté autorisant un prélèvement sur le fonds de renouvellement du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf.	258
18 avril	— No 210 — Arrêté réglementant l'importation et la vente des liants hydrauliques.	258
30 avril	— No 1539 T. P. — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française sur la répartition des produits métallurgiques et autres articles relevant de la production industrielle.	259
30 avril	— No 223 — Arrêté approuvant et rendant exécutoires les budgets 1941 des sociétés indigènes de prévoyance du territoire du Togo.	262
1er mai	— No 342 — Décision portant organisation du cours public de langue ewé pour l'année scolaire 1941.	262
1er mai	— No 349 — Décision fixant pour l'année 1941 l'indemnité de responsabilité du secrétaire-trésorier du fonds commun des sociétés indigènes de prévoyance.	262
5 mai	— No 228 bis — Arrêté exonérant les envois de dons en nature destinés aux prisonniers de guerre des frais de transport et taxes de toute nature perçus par les services du chemin de fer et du wharf.	263
5 mai	— No 353 — Décision modifiant la décision no 821 du 4 décembre 1939 fixant la composition de la commission régionale de contrôle des affectés spéciaux du Togo.	263
6 mai	— No 355 — Décision portant libération de certains stocks de produits de première nécessité.	263
7 mai	— No 236 — Arrêté suspendant les avancements à l'ancienneté pour les personnels européens et indigènes des cadres locaux du Togo.	264
13 mai	— No 245 — Arrêté rendant provisoirement exécutoire le budget local du Togo pour l'exercice 1941.	264
13 mai	— No 246 — Arrêté fixant la date de fermeture de la campagne du coton dans les cercles du territoire.	264
15 mai	— No 248 — Arrêté édictant des mesures temporaires contre la rage dans les cercles de Lomé, Aného, et la subdivision de Sokodé.	264
15 mai	— No 249 — Arrêté complétant l'arrêté no 24 du 13 janvier 1941 réglementant la vente des palmistes dans le cercle de Lomé.	265
15 mai	— No 250 — Arrêté rendant obligatoire la déclaration des stocks de caoutchouc sylvestre et réglementant l'exportation de ce produit.	265
Modificatif à l'horaire des trains de voyageurs.		266
Nominations, mutations, etc. concernant le personnel.		266
Divers		267

TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1941

15 mars	— Loi abrogeant le décret-loi du 24 mai 1938 concernant le séjour en France des fonctionnaires coloniaux.	271
---------	---	-----

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications :

Avis de concours (école coloniale)	271
Domaines } Avis de vente	272
} Avis de demande d'immatriculation	272

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Risques maritimes

ARRETE No 239 promulguant au Togo la loi du 18 septembre 1940 instituant un régime de réassurance des risques maritimes ordinaires.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 18 septembre 1940;

Vu les instructions en date du 22 avril 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 18 septembre 1940 instituant un régime de réassurance des risques maritimes ordinaires.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 mai 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur la proposition du ministre secrétaire d'Etat aux finances et du ministre secrétaire d'Etat à la marine;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — (Ainsi modifié par la loi du 28 février 1941): Pendant une période d'un an à compter du 26 juin 1940, l'Etat est autorisé à pratiquer la réassurance contre les risques maritimes de guerre.

Ce régime est applicable aux corps de navires battant pavillon français, pavillon des colonies et pays de protectorat français, aux navires en construction ou en réparation dans un chantier naval français et aux cargaisons ou facultés transportées sur des navires français ou, pour compte français, sur des navires étrangers.

ART. 2. — Il est ouvert aux écritures du compte spécial des assurances maritimes de guerre, régi par le décret du 1er septembre 1939, une 5^e section intitulée: « Réassurance contre les risques maritimes ordinaires sur corps de navires » et une 6^e section intitulée: « Réassurance contre les risques maritimes ordinaires sur facultés ».

Chacune de ces sections comprend en recettes : le montant des primes de réassurance, les produits de la vente des épaves ou toutes autres recettes diverses ou accidentelles; en dépenses : les primes cédées, les indemnités versées pour sinistres et toutes autres dépenses diverses ou accidentelles.

ART. 3. — (Ainsi modifié par la loi du 28 février 1941) : Toutes les souscriptions réunies par les compagnies françaises d'assurances maritimes ou par les compagnies étrangères autorisées à pratiquer en France cette branche d'assurance sont obligatoirement réassurées auprès de l'Etat. La réassurance portera sur la totalité de la souscription excédant le plein conservé obligatoirement sous réassurance par le réassuré en conformité du tableau de pleins agréé par le secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances.

ART. 4. — Sont obligatoirement assurés sur le marché français :

1^o — les navires de mer battant pavillon français ou pavillon des colonies et pays de protectorat français et recevant de l'Etat, des colonies ou pays de protectorat ou des administrations ou offices publics, sous une forme quelconque, des subventions ou avantages particuliers (sont exclus des dispositions du présent article, sauf dérogations admises par le ministre secrétaire d'Etat aux finances, les navires dont les risques sont supportés directement par l'Etat français);

2^o — les navires étrangers affrétés pour compte de l'Etat français pour autant que l'assurance ne se trouve pas réservée par les clauses particulières de la charte-partie;

3^o — les cargaisons transportées pour le compte des administrations ou offices publics de la métropole, des colonies ou des pays de protectorat, dans le cas où une assurance est souscrite, ou des groupements d'importation constitués en exécution de la loi du 11 juillet 1938, pour autant que des modalités particulières d'assurance ne sont pas inscrites dans les contrats y afférents.

ART. 5. — En vue de la division de ses risques, le service de réassurance est autorisé à pratiquer des cessions ainsi qu'à passer des traités particuliers et traités généraux de réassurance.

Les traités ainsi conclus ne pourront produire d'effets qu'après visa préalable du contrôleur financier.

ART. 6. — Des arrêtés signés par le ministre secrétaire d'Etat aux finances et le ministre secrétaire d'Etat à la marine fixeront le taux des courtages et commissions.

ART. 7. — Est abrogée la loi du 16 juillet 1940 instituant un régime de réassurance d'Etat contre les risques maritimes ordinaires.

ART. 8. — Le ministre secrétaire d'Etat aux finances et le ministre secrétaire d'Etat à la marine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 18 septembre 1940.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,
YVES BOUTHILLIER.

Le ministre secrétaire d'Etat à la marine,
AMIRAL DARLAN.

Agence économique

ARRETE N° 240 promulguant au Togo la loi du 22 janvier 1941 qui crée une agence économique unique pour l'ensemble des territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 22 janvier 1941;

Vu les instructions en date du 25 avril 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 22 janvier 1941 qui crée une agence économique unique pour l'ensemble des territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 mai 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

TITRE PREMIER

Rôle de l'agence

ARTICLE PREMIER. — Les deux agences créées par décret du 29 juillet 1939, l'une pour l'Indochine et les possessions françaises de l'océan pacifique, l'autre pour les Antilles, la Guyane, Madagascar et les possessions africaines, sont dissoutes à la date du 31 mars 1941.

Il est créé, à compter du 1^{er} avril 1941, une agence économique unique pour l'ensemble des territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies.

ART. 2. — Cet organisme, dénommé agence économique des colonies françaises, constitue un service extérieur du secrétariat d'Etat aux colonies, rattaché à la direction des affaires économiques.

Son rôle est d'assurer la liaison entre l'administration et le public, suivant les directives tracées par le secrétaire d'Etat aux colonies, notamment :

1^o — La recherche, tant dans la métropole que dans les autres colonies ou possessions françaises et à l'étranger, de débouchés aux produits coloniaux et de débouchés coloniaux aux produits métropolitains;

2^o — La participation des colonies aux foires et expositions en France et à l'étranger;

3^o — La représentation des colonies, en matière économique, auprès des administrations, comités, conférences et congrès;

4^o — La mise en rapport des employeurs et des employés coloniaux ou métropolitains;

5^o — La réunion et la diffusion dans le public d'une documentation relative aux ressources commerciales, industrielles, financières et touristiques de l'empire colonial;

6° — L'exécution, tant en France que hors de France, de toutes missions d'ordre économique qui pourront lui être confiées par le secrétaire d'Etat aux colonies;

7° — Les informations concernant les emplois et initiatives privées aux colonies.

TITRE II

Organisation de l'agence.

ART. 3. — L'agence économique des colonies françaises comprend :

1° — Un service des renseignements commerciaux et d'orientation économique;

2° — Un service du tourisme;

3° — Un service de placement aux colonies et de renseignements sur les emplois privés aux colonies;

4° — Un service de propagande économique et des foires et expositions;

5° — Une bibliothèque;

6° — Des services annexes en France, dans les territoires d'outre-mer ou à l'étranger, notamment des bureaux fonctionnant en Afrique du Nord, au compte des budgets locaux.

L'organisation de ces services annexes sera fixée par arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies.

TITRE III

Personnel

ART. 4. — L'agence économique des colonies françaises dispose d'un personnel permanent dont l'effectif maximum est :

1 directeur.

2 sous-directeurs.

3 chefs de section.

6 sous-chefs de section.

6 rédacteurs.

6 commis d'ordre et de comptabilité.

1 bibliothécaire.

2 chargés d'études économiques en France ou à l'étranger.

27

L'effectif du personnel de l'agence en sténodactylos, gardiens de bureaux et personnel assimilé est fixé par

le secrétaire d'Etat aux colonies, dans la limite des crédits ouverts.

L'effectif nécessaire pour les services annexes sera, d'autre part, fixé par arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies.

ART. 5. — Des auxiliaires temporaires peuvent être appelés à servir momentanément à l'agence, dans la limite des crédits ouverts.

Pourront, en outre, être détachés à titre temporaire à l'agence économique des fonctionnaires des cadres métropolitains et coloniaux.

ART. 6. — Le statut et la rémunération des fonctionnaires ou agents de l'agence économique des colonies seront fixés par décrets contresignés par le secrétaire d'Etat aux colonies et le ministre secrétaire d'Etat aux finances.

TITRE IV

Rattachement de certains services des anciennes agences au secrétariat d'Etat aux colonies

ART. 7. — Les services ci-après, précédemment confiés aux agences économiques des colonies, sont répartis entre les diverses directions du secrétariat d'Etat aux colonies de la façon suivante :

1° — Le service d'assistance morale et intellectuelle aux indigènes est rattaché à la direction des affaires politiques;

2° — L'administration du personnel de l'agence est rattachée à la direction du personnel et de la comptabilité;

3° — Les autres services, à l'exclusion de ceux énumérés à l'article 2, sont rattachés à la direction des affaires économiques.

TITRE V

Créations, transformations et transferts d'emploi

ART. 8. — Pour permettre le fonctionnement des services visés à l'article 7, les emplois énumérés à l'article 9 ci-dessous sous la rubrique « effectifs versés au ministère des colonies » sont transformés et transférés au secrétariat d'Etat aux colonies.

ART. 9. — Les effectifs du personnel résultant de la réorganisation prévue au présent décret sont répartis ainsi qu'il est indiqué dans le tableau ci-après :

PERSONNEL DES ANCIENNES AGENCES SUPPRIMÉES	EFFECTIFS antérieurs	EMPLOIS supprimés	EMPLOIS créés	EFFECTIFS de l'Agence	EFFECTIFS versés au Ministère des colonies	OBSERVATIONS
Directeur	4	3	»	1	»	Chef de bureau, Sous-chef de bureau,
Sous-directeur	»	»	2	2	»	
Chef de section	7	3	»	3	1	
Sous-chef de section	8	»	»	6	2	
Rédacteurs	4	»	2	6	»	
Commis d'ordre	12	2	»	6	4	
Agent comptable	1	1	»	»	»	
Bibliothécaire	1	»	»	1	»	
Chargés d'études économiques	»	»	2	2	»	Chiffres donnés à titre indicatif.
Pour mémoire :						
Sténodactylos et assimilés	33	17	»	12	4	
Gardiens de bureau et assimilés	19	11	»	8	»	
Concierge	1	»	»	1	»	
TOTAUX	90	37	6	48	11	
Effectifs nouveaux	59			59		
Suppression nette	31					

TITRE VI

Dispositions financières

ART. 10. — Les dépenses de l'agence économique des colonies françaises sont imputées, à l'exception de celles des services annexes, au budget de l'Etat qui reçoit, en contre-partie, une contribution versée par les budgets généraux et locaux et déterminés par la loi de finances.

TITRE VII

Dispositions transitoires

ART. 11. — Les conditions d'admission éventuelles du personnel des anciennes agences économiques supprimées :

Soit dans les nouveaux cadres de l'agence ;

Soit dans les cadres de l'administration centrale, seront déterminées par arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies et du ministre secrétaire d'Etat aux finances.

ART. 12. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 22 janvier 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le ministre, secrétaire d'Etat aux finances,

Yves BOUTHILLIER.

Le contre-amiral, secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.

Le ministre, secrétaire d'Etat

aux affaires étrangères,

P.-E. FLANDIN.

Associations secrètes

ARRETE N° 230 promulguant au Togo les décrets du 27 février 1941 constatant la nullité de certaines associations.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937 ;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo ;

Vu la loi du 13 août 1940 portant dissolution de plein droit des associations et groupements secrets, promulguée au Togo le 23 août 1940 ;

Vu les décrets du 27 février 1941 ;

Vu les instructions en date du 25 avril 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France :

1° — le décret du 27 février 1941 qui constate la nullité des deux associations dites : « La Grande Loge Nationale Indépendante » et « La Fédération Française du Droit Humain » ainsi que de tous les groupements s'y rattachant en France, en Algérie, dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat ;

2° — le décret du 27 février 1941 qui constate la nullité de l'association dite : « La Société Théosophique » et de tous les groupements s'y rattachant dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 6 mai 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu la loi du 13 août 1940 portant interdiction des associations secrètes, et notamment les articles 2 et 3 de ladite loi ;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Est constatée la nullité des associations dites :

1° — La Grande Loge nationale indépendante, n° 42, rue de Rochechouart, à Paris ;

2° — La Fédération française du droit humain (obédience mixte internationale), 5, rue Jules-Breton, à Paris,

et de tous les groupements s'y rattachant situés en France, en Algérie, dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat.

ART. 2. — Il sera procédé à la dévolution des biens mobiliers et immobiliers des associations et groupements visés à l'article 1er, dans les conditions fixées par l'article 3 de la loi du 13 août 1940 susvisé.

ART. 3. — L'amiral de la flotte, ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, et le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Vichy, le 27 février 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

L'amiral de la flotte,

ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,

Amiral DARLAN.

Le garde des sceaux,

ministre secrétaire d'Etat à la justice,

Joseph BARTHÉLÉMY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu la loi du 13 août 1940 portant interdiction des associations secrètes, et notamment les articles 2 et 3 de ladite loi ;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Est constatée la nullité de l'association dite La Société théosophique, 2, avenue Rapp, à Paris, et de tous les groupements s'y rattachant situés en France, en Algérie, dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat.

ART. 2. — Il sera procédé à la dévolution des biens mobiliers et immobiliers de l'association et des groupements visés à l'article 1er, dans les conditions fixées par l'article 3 de la loi du 13 août 1940 susvisé.

ART. 3. — L'amiral de la flotte, ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, et le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Vichy, le 27 février 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

L'amiral de la flotte,

ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,

Amiral DARLAN.

Le garde des sceaux,

ministre secrétaire d'Etat à la justice,

Joseph BARTHÉLÉMY.

Prohibitions de sortie

ARRETE N° 232 promulguant au Togo le décret du 15 mars 1941 qui établit une prohibition de sortie pour les plantes, arbres, arbustes fruitiers, forestiers et d'ornement.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 13 septembre 1940 relatif aux prohibitions de sortie de certaines marchandises, promulgué au Togo le 5 mars 1941;

Vu le décret du 15 mars 1941;

Vu les instructions en date du 25 avril 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 15 mars 1941 qui établit une prohibition de sortie pour les plantes, arbres, arbustes fruitiers, forestiers et d'ornement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 mai 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938;

Vu le décret du 29 juillet 1940;

Vu le décret du 13 septembre 1940;

Vu le code des douanes;

Sur le rapport du ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances, du ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture, du ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur et du secrétaire d'Etat aux colonies;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — La liste A annexée au décret du 13 septembre 1940 portant prohibition d'exportation de certaines marchandises est complétée comme suit :

NUMÉROS du tarif douanier	DÉSIGNATION des marchandises	MINISTRES respon- sables
	Plantes vivantes de pépinières, arbres et arbustes fruitiers, forestiers et d'ornement, jeunes plants, boutures, greffons des mêmes végétaux, plantes vivaces de pleine terre, autres :	
170 F 5	— A racines nues, non dénommés	A
170 F 9	— En mottes, pots, bacs ou cuvelles, non dénommés	A

ART. 2. — Le vice-président du conseil, ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et à l'intérieur, le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale

et aux finances, le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 15 mars 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

L'amiral de la flotte,

vice-président du conseil,

ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères

et à l'intérieur,

Amiral DARLAN.

Le ministre secrétaire d'Etat

à l'économie nationale et aux finances,

Yves BOUTHILLIER.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture,

Pierre CAZIOT.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Amiral PLATON.

Affectations des administrateurs coloniaux

ARRETE N° 233 promulguant au Togo la loi du 15 mars 1941 sur la durée de l'affectation des administrateurs coloniaux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 13 mai 1938 relatif aux affectations des administrateurs des colonies et des administrateurs des services civils de l'Indochine, promulgué au Togo le 14 juin 1938;

Vu le décret du 24 mai 1938 fixant la durée de l'affectation des administrateurs coloniaux, promulgué au Togo le 16 juillet 1938;

Vu la loi du 15 mars 1941;

Vu les instructions en date du 25 avril 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 15 mars 1941 qui abroge le décret du 13 mai 1938 et le décret-loi du 24 mai 1938, relatifs à la durée de l'affectation des administrateurs coloniaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 mai 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogées les dispositions du décret du 13 mai 1938 et du décret-loi du 24 mai 1938 fixant la durée de l'affectation des administrateurs des colonies et des administrateurs des services civils de l'Indochine.

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 15 mars 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le général d'armée,
ministre secrétaire d'Etat à la guerre,*
Général HUNTZIGER.

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.*

Droits de douane

ARRETE N° 226 promulguant au Togo la loi du 16 mars 1941 sur la réduction ou la suspension des droits de douane sur certains produits dans les colonies françaises.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu les lois et décrets des 13 avril et 2 juillet 1928 sur le régime douanier colonial, promulgués au Togo le 15 août 1928;

Vu la loi du 15 octobre 1940 relative à l'autonomie douanière de l'Indochine, promulguée au Togo le 18 avril 1941;

Vu la loi du 16 mars 1941;

Vu les instructions en date du 18 avril 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 16 mars 1941 qui donne pouvoir aux gouverneurs généraux et gouverneurs pour suspendre ou diminuer, à titre provisoire et jusqu'à une date qui sera fixée ultérieurement par décret, les droits de douane sur certains produits lorsque l'incidence de ces droits est susceptible de provoquer une hausse du coût de la vie.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 1^{er} mai 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Par dérogation aux dispositions des lois du 13 avril 1928 relative au régime douanier colonial et du 15 octobre 1940 relative à l'autonomie douanière de l'Indochine, et jusqu'à une date qui sera fixée ultérieurement par décret, les gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies sont autorisés à suspendre ou à diminuer, à titre provisoire, par arrêtés, les droits de douane sur certains produits lorsque l'incidence de ces droits est susceptible de provoquer une hausse du coût de la vie.

ART. 2. — Les arrêtés pris à cet effet seront provisoirement exécutoires.

Ils seront aussitôt transmis au secrétaire d'Etat aux colonies; il sera statué définitivement à leur endroit suivant la procédure et dans les conditions prévues en ce qui concerne l'établissement des tarifications spéciales de ces territoires.

ART. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 16 mars 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,
Yves BOUTHILLIER.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture,
Pierre CAZIOT.

*Le ministre secrétaire d'Etat
aux affaires étrangères,*
Amiral DARLAN.

*Le contre-amiral,
secrétaire d'Etat aux colonies,*
Amiral PLATON.

*Le général d'armée,
commandant en chef des forces terrestres,
ministre secrétaire d'Etat à la guerre,*
Général HUNTZIGER.

Prohibitions de sortie

ARRETE N° 234 promulguant au Togo le décret du 21 mars 1941 qui établit une prohibition de sortie pour les huîtres, moules, autres coquillages et crustacés.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 13 septembre 1940 relatif aux prohibitions de sortie de certaines marchandises, promulgué au Togo le 5 mars 1941;

Vu le décret du 21 mars 1941;

Vu les instructions en date du 25 avril 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 21 mars 1941 qui établit une prohibition de sortie pour les huîtres, moules, autres coquillages et crustacés.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 mai 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938;

Vu le décret du 29 juillet 1940;

Vu le décret du 13 septembre 1940;

Vu le code des douanes;

Sur le rapport du vice-président du conseil, ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, à la marine et à l'intérieur, du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et du secrétaire d'Etat aux colonies;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — La liste A annexée au décret du 13 septembre 1940 portant prohibition d'exportation de certaines marchandises est complétée comme suit :

NUMEROS du tarif douanier	DÉSIGNATION des marchandises	MINISTÈRES respon- sables
48-1 et 2	Huîtres fraîches.....	M
48-3	Huîtres marinées.....	M
49-1 à 3	Crustacés frais ou conservés à l'état frais par un procédé fri- gorifique.....	M
49-4	Crustacés conservés au naturel ou préparés.....	M
50-1	Moules.....	M
50-2	Autres coquillages pleins.....	M

ART. 2. — Le vice-président du conseil, ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, à la marine et à l'intérieur, le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 21 mars 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le vice-président du conseil,
ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères,
à la marine et à l'intérieur,*
Amiral DARLAN.

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,*
YVES BOUTHILLIER.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.

Sûreté de l'Etat en temps de guerre

ARRETE No 231 promulguant au Togo le décret du 2 avril 1941 complétant le décret du 10 septembre 1940 relatif aux mesures à prendre contre les individus dangereux pour la défense nationale et la sécurité publique.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 10 septembre 1940 autorisant les gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies autres que les Antilles et la Réunion à interner sur simple décision et jusqu'à la cessation légale des hostilités les individus dangereux pour la défense nationale et pour la sécurité publique, promulgué au Togo le 18 septembre 1940;

Vu le décret du 2 avril 1941;

Vu les instructions en date du 22 avril, 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 2 avril 1941 qui, complétant le décret du 10 septembre 1940 relatif aux mesures à prendre contre les individus dangereux pour la défense nationale et pour la sécurité publique, donne pouvoir au gouverneur général ou gouverneur pour prononcer, sous réserve d'approbation par le secrétaire d'Etat aux colonies, l'internement prévu par le décret susvisé, hors des territoires placés sous son autorité.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 6 mai 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice et du secrétaire d'Etat aux colonies;

Vu le décret du 10 septembre 1940 relatif aux mesures à prendre dans les territoires d'outre-mer relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, autres que les Antilles et la Réunion, à l'égard des individus dangereux pour la défense nationale ou la sécurité publique;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier du décret du 10 septembre 1940 susvisé est complété par les dispositions suivantes :

« Sous réserve de l'approbation du secrétaire d'Etat aux colonies, le gouverneur général ou gouverneur peut prononcer cet internement dans un centre, situé hors des territoires placés sous son autorité ».

ART. 2. — Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 2 avril 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*
Joseph BARTHÉLÉMY.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.

Signification des saisies-arrêts, oppositions et cessions entre les mains des comptables publics

ARRETE No 235 promulguant au Togo le décret du 4 avril 1941 qui déclare applicables dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du secrétariat d'Etat aux colonies les articles 2 et 3 du décret-loi du 15 février 1940 relatif à la signification des saisies-arrêts, oppositions et cessions entre les mains des comptables publics.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR;

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 4 avril 1941;

Vu les instructions en date du 25 avril 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 4 avril 1941 qui déclare applicables dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du secrétariat d'Etat aux colonies les articles 2 et 3 du décret-loi du 15 février 1940 relatif à la signification des saisies-arrests, oppositions et cessions entre les mains des comptables publics.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 mai 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur la proposition du secrétaire d'Etat aux colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret-loi du 15 février 1940 fixant les conditions dans lesquelles doivent être effectuées les saisies-arrests, oppositions, significations de cessions, ou transports sur les sommes dues par l'Etat ou les collectivités publiques;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 2 et 3 du décret-loi du 15 février 1940 susvisé sont rendus applicables dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du secrétariat d'Etat aux colonies.

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 4 avril 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Amiral PLATON.

DECRET relatif à la signification des saisies-arrests, oppositions et cessions entre les mains des comptables publics.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, et du ministre des finances;

Vu la loi du 8 décembre 1939, modifiant l'article 36 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les saisies-arrests, oppositions, significations de cession ou transport et toutes autres dont la signification est faite, en vertu des textes en vigueur, au conservateur des oppositions, au ministère des finances, devront, à dater de la publication du présent décret, être faites au caissier-payeur central du trésor public.

ART. 2. — Toute signification de transport de créance ou d'opposition effectuée entre les mains d'un comptable public doit, à peine de nullité, comporter la désignation exacte de la créance transportée ou

saisie. Si elle grève des traitements ou des rémunérations, elle doit contenir l'indication précise des fonctions occupées par le débiteur.

ART. 3. — A compter de la publication du présent décret, les significations déjà reçues et grevant à la fois un ensemble de créances indéterminées et une ou plusieurs créances désignées de façon exacte n'auront plus d'effet qu'à l'égard de ces dernières.

ART. 4. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera soumis à la ratification des chambres, conformément à la loi du 8 décembre 1939, et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 février 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale et de la guerre
et des affaires étrangères,*
Edouard DALADIER.

Le ministre des finances,
Paul REYNAUD.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Sociétés indigènes de prévoyance

ARRETE No 192 portant approbation du budget du fonds commun des sociétés indigènes de prévoyance, exercice 1941.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 25 décembre 1937, notamment en son article 8 instituant un fonds commun des sociétés indigènes de prévoyance au Togo;

Vu l'arrêté no 177 du 23 mars 1939 déterminant les conditions d'organisation et de fonctionnement du fonds commun des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles;

Vu l'arrêté du 25 avril 1939 complétant l'arrêté susvisé no 177 du 23 mars 1939;

Vu le procès-verbal de la délibération du conseil d'administration du fonds commun des sociétés indigènes de prévoyance en date du 24 janvier 1941;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 18 avril 1941;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé et rendu exécutoire le budget, exercice 1941, du fonds commun des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels du Togo, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de TROIS MILLIONS SOIXANTE SEIZE MILLE FRANCS (3.076.000 francs).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 avril 1941.

J. DELPECH.

Caisse de réserve

ARRETE N° 196 autorisant un prélèvement ordinaire sur la caisse de réserve.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 542 du 26 décembre 1940 rendant provisoirement exécutoire le budget local du Togo de l'exercice 1941;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 18 avril 1941;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Un prélèvement ordinaire, de UN MILLION CINQ CENT MILLE FRANCS sera effectué sur l'avoir de la caisse de réserve du Territoire pour faire face à une insuffisance momentanée des recettes du budget local, exercice 1941.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 avril 1941.

J. DELPECH.

Budget C. F. T.

ARRETE N° 204 autorisant un prélèvement sur le fonds de renouvellement du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté interministériel du 2 juillet 1923, instituant un fonds de renouvellement spécial au service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté n° 548 ter du 28 décembre 1940 rendant provisoirement exécutoire le budget annexe pour l'exercice 1941;

Vu le rapport n° 112 du 12 mars 1941 du directeur du réseau des chemins de fer;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 18 avril 1941;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé le prélèvement de la somme de : DEUX CENT TRENTE TROIS MILLE DEUX CENT CINQUANTE FRANCS (233.250 frs.) sur le compte du fonds spécial : fonds de renouvellement du budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo afin de permettre le paiement des dépenses inscrites au chapitre XIII de l'exercice 1941.

ART. 2. — Le directeur du réseau du chemin de fer, sous-ordonnateur du budget annexe et le trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au *Journal officiel* du Territoire et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 18 avril 1941.

J. DELPECH.

ARRETE N° 205 autorisant un prélèvement sur le fonds de renouvellement du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté interministériel du 2 juillet 1923, instituant un fonds de renouvellement spécial au service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu le radio-télégramme n° 353 F. R. du 27 novembre 1940 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française approuvant le budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf, pour l'exercice 1941;

Vu le rapport n° 160 C. F. du 16 avril 1941 du directeur du réseau;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 18 avril 1941;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé le prélèvement de la somme de : SOIXANTE TREIZE MILLE FRANCS (73.000 frs.) sur le compte du fonds de renouvellement du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo, afin de permettre le paiement des dépenses inscrites au chapitre XIII de l'exercice 1941.

ART. 2. — Le directeur du réseau, sous-ordonnateur du budget annexe et le trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au *Journal officiel* du Territoire et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 18 avril 1941.

J. DELPECH.

Liants hydrauliques

ARRETE N° 210 réglementant l'importation et la vente des liants hydrauliques.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre;

Vu le décret du 2 mai 1939, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics et des mines;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 18 avril 1941;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter de la notification au public du présent arrêté, l'importation et la vente des liants hydrauliques (chaux et ciments) sont soumises aux restrictions et réglementation énoncées aux articles ci-après :

ART. 2. — Tout importateur de liant hydraulique est tenu d'adresser, sitôt après le débarquement des marchandises, au Commissariat de la République, une déclaration faisant connaître la nature et la quantité de liants débarqués, que ces liants soient réservés aux besoins propres de l'importateur (service public, civil ou militaire, entreprises de travaux publics etc...) ou qu'ils soient destinés à la mise en vente (maisons de commerce).

Dans le premier cas l'importateur fera connaître la destination réservée aux liants (nature et lieu du chantier).

ART. 3. — La mise en vente des liants hydrauliques, est subordonnée à présentation par tout acheteur, de bons d'achat à lui délivrés par les autorités administratives du Territoire et indiquant la destination réservée aux liants.

Il en est de même du transport des liants d'une opération à une autre opération de la même maison de commerce si ces opérations ne sont pas situées dans la même ville ou de l'utilisation du liant par la maison de commerce pour ses besoins propres.

Toutefois la vente au détail c'est-à-dire par quantités inférieures à 200 kgs reste libre dans la limite d'un contingent qui sera notifié au vendeur, lors de chaque arrivage sous forme de bons d'achat, qui lui seront directement remis.

En raison de la nature périssable des liants, les autorités administratives fixeront autant que possible à l'arrivage de chaque lot, et si nécessaire après examen, un délai à l'expiration duquel le reliquat devra être soit acquis par le Territoire, soit laissé à la vente libre.

ART. 4. — Indépendamment des déclarations d'arrivage prévu à l'article 2 du présent arrêté, les commerçants se livrant à la vente et tous les autres détenteurs de liants hydrauliques (administrations civiles et militaires, entreprises de travaux publics, particuliers etc...) devront adresser, *avant le 5 de chaque mois*, aux autorités administratives du Territoire, une déclaration faisant connaître, par nature de matériaux et par lieu de stockage, pour la totalité de leur stock en ce qui concerne les commerçants, pour les stocks supérieurs à 5 tonnes et à l'exclusion des matériaux approvisionnés sur le chantier en ce qui concerne les autres utilisateurs :

- a) la situation du stock à la fin du mois précédent;
- b) les quantités reçues au cours du mois avec indication de l'origine (importation ou achat dans le Territoire);
- c) s'il s'agit de commerçants vendeurs de liants les quantités vendues au cours de ce mois, appuyées des bons d'achat ou de transferts correspondants.

S'il s'agit de consommateurs les quantités mises en œuvre ou transférées d'un endroit à un autre au cours du mois, avec toutes précisions utiles à l'appui;

- d) les quantités perdues ou détériorées au cours des manutentions ou du magasinage.

Semblable déclaration doit être fournie par les maisons de commerce ou par les opérations qui sans être directement importatrices auront acquis des liants, pour mise en vente au public, d'une autre maison de commerce ou d'une autre opération de la même maison. Toutefois une seule déclaration globale est

exigée pour l'ensemble des opérations d'une même maison situées dans une même ville, sous réserve que la déclaration précise l'emplacement des divers lieux de stockage.

ART. 5. — Tout importateur se livrant au commerce des liants hydrauliques est dans l'obligation de vendre, dans la limite de ses stocks disponibles, les quantités figurant aux bons d'achat qui lui sont présentés.

ART. 6. — Toute mise en vente sans bon d'achat, toute fausse déclaration sur quantités reçues, vendues, ou existant en stock et en général toute infraction au présent règlement seront passibles des peines édictées à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre.

ART. 7. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 avril 1941.

J. DELPECH.

Production industrielle

ARRETE N° 1539 T. P. sur la répartition des produits métallurgiques et autres articles relevant de la production industrielle.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réglementant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française modifié par les décrets des 4 décembre 1930, 30 mars 1925 et 5 septembre 1932;

Vu le décret du 25 juin 1940, créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 2 mai 1939, portant règlement d'administration publique par l'application aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre;

Vu l'arrêté général du 15 septembre 1939 donnant délégation aux gouverneurs pour l'application du décret du 2 mai susvisé;

Vu la lettre-avion n° 2441 D. E. du 13 décembre 1940 et les télégrammes n°s 402 à 405 et 442 des 23 et 26 février 1941 de M. le Secrétaire d'Etat aux colonies, au sujet de la répartition des produits métallurgiques et autres articles relevant de la production industrielle;

Sur la proposition du directeur des services économiques et de l'inspecteur général des travaux publics;

La commission permanente du conseil de gouvernement entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La répartition des marchandises, matériaux et produits divers, figurant à la nomenclature annexée au présent arrêté, et qui ne seront alloués à l'Afrique française par le département de la production industrielle, ou bien par les autorités de l'Afrique du Nord que dans la limite d'un contingent maximum pour chaque rubrique de la nomenclature, sera assurée dans les conditions ci-après.

ART. 2. — Les utilisateurs sont classés en groupements. La répartition des marchandises, matériaux et produits divers est fixée : entre groupements par le Gouverneur général, Haut-Commissaire; à l'intérieur de chaque groupement par un chef de groupement.

Le tableau ci-après définit les groupements, fixe l'étendue de leur ressort, et désigne les chefs de groupement :

N° du groupement	RESSORT DU GROUPEMENT	CHEF DE GROUPEMENT
1	Utilisateurs particuliers et administrations civiles du territoire de la circonscription de Dakar et dépendances	Gouverneur, administrateur de la Circonscription de Dakar et dépendances.
2	— de la colonie du Sénégal	Gouverneur du Sénégal.
3	— de la Mauritanie	Gouverneur de la Mauritanie.
4	— du Soudan	Gouverneur du Soudan.
5	— de la Guinée	Gouverneur de la Guinée.
6	— de la Côte d'Ivoire	Gouverneur de la Côte d'Ivoire.
7	— du Dahomey	Gouverneur du Dahomey.
8	— du Niger	Gouverneur du Niger.
9	— du Togo	Commissaire de France au Togo.
10	Réseau du Dakar-Niger	Directeur du Dakar-Niger.
11	Services militaires relevant du Département des Colonies	Général Commandant Supérieur.
12	— du Département de la Marine	Contre-amiral, Commandant la division navale et la Marine en Afrique Occidentale française.
13	— de l'Air	Général Commandant de l'Air en Afrique Occidentale française.

ART. 3. — Les marchandises, matériaux et produits divers consommés par une entreprise ou une exploitation industrielle spécialement pour l'exécution d'un travail ou d'une fourniture destinée à un utilisateur appartenant à un groupement déterminé, sont compris dans le contingent dudit groupement (par exemple matériaux de construction consommés par une entreprise de travaux publics pour l'exécution de travaux, au compte de l'armée de l'air, etc.).

ART. 4. — La répartition des contingents entre groupements est effectuée :

a) au moment de la commande, lorsque celle-ci a été soumise au visa des autorités fédérales et si la destination en est alors connue (commande passée directement par l'utilisateur ou bien commande passée par une maison de commerce ou par un atelier de fabrication en vue de satisfaire à un contrat de fourniture conclu avec un utilisateur). Cette répartition est, en outre contrôlée, lors de l'importation, par recensement de l'arrivage effectif.

b) au moment de l'importation, si la commande a été passée directement par l'utilisateur, sans être soumise au visa préalable des autorités fédérales.

Il sera tenu éventuellement un compte séparé pour les marchandises venant de l'étranger, ou reçues hors contingents de l'Afrique occidentale française.

c) au moment de la livraison au consommateur ou de la mise en consommation pour fabrication, si la commande a été passée par une maison de commerce ou par un atelier au titre de ses « approvisionnements », ou bien si, passée par cet organisme pour satisfaire à un contrat de fourniture, elle n'avait pas été soumise au visa préalable des autorités fédérales.

ART. 5. — *Visa des commandes.* — Les visas, avec indication du degré d'urgence, qui seraient exigés par le département de la production industrielle, ou par les autorités de l'Afrique du Nord, sont donnés, s'il le juge opportun et en respectant en tout cas le plafond des contingents, par le Haut-Commissaire ou

son délégué, après instruction des demandes à l'inspection générale des travaux publics.

Les commandes seront selon le cas transmises par le Gouverneur général, Haut-Commissaire, soit au Secrétaire d'Etat aux colonies, qui les adressera aux répartiteurs intéressés de la métropole, soit aux autorités de l'Afrique du Nord. Avis en sera donné au demandeur.

L'octroi du visa sera subordonné à présentation par le demandeur, d'une fiche indiquant :

a) le tonnage par numéro de la nomenclature ;

b) la destination réservée à la marchandise.

Si la commande est passée par l'utilisateur lui-même, ce dernier fournira toutes précisions quant à cette destination (nature et emplacement du chantier, situation de l'exploitation, etc.).

Si la commande est passée par une maison de commerce, ou un atelier en vue de satisfaire à un contrat de fourniture, ou de fabrication, référence devra être faite à ce contrat (n°, date de souscription du marché, de la lettre de commande, etc.) et le destinataire final devra fournir les mêmes indications que ci-dessus.

Si la commande est passée par une maison de commerce, ou un atelier pour compléter ou reconstituer ses approvisionnements, l'indication de la destination finale sera remplacée par la mention. « Pour approvisionnements ».

Les marchandises commandées par une maison de commerce ou un atelier pour ses besoins propres, en tant qu'utilisateur, seront considérées comme introduites au stock « approvisionnement » de cette maison.

Dans les deux premiers cas visés ci-dessus, les autorités fédérales pourront exiger l'avis du chef du groupement, sur l'utilité et le degré d'urgence de la fourniture ou de la fabrication. Dans le troisième cas, elles assureront, sur propositions éventuelles du gouverneur, une répartition entre maisons de commerce, ou ateliers, compte tenu des tonnages respectifs importés par ces dernières au cours des années précédentes.

ART. 6. — *Contrôle à l'importation.* — Nonobstant toutes autres obligations résultant des règlements en vigueur ou à intervenir, l'enlèvement de marchandises importées, rentrant dans une des rubriques de la nomenclature annexée, ne sera autorisé par le service des douanes que sur le vu d'une déclaration, remise par l'importateur de la marchandise, et faisant connaître :

a) le tonnage importé, par n° de la nomenclature ;

b) la destination finale de la marchandise.

Cette destination sera en principe justifiée par un rapprochement entre la déclaration d'arrivage et la fiche jointe à la commande, fiche dont un exemplaire aura été retourné, avec un n° d'ordre, à l'importateur.

Si ce dernier ne peut présenter une telle fiche, sa déclaration fera foi, mais dans le cas où cet importateur serait une maison de commerce ou un atelier, la marchandise sera obligatoirement considérée comme entrant dans son stock « approvisionnement ».

ART. 7. — Aucune marchandise inscrite par l'administration, au compte du stock « approvisionnement » d'une maison de commerce ou d'un atelier, ne peut être mise en vente auprès du public ou utilisée à une fabrication, ni cédée à une autre maison de commerce, ou à un autre atelier, ni transférée à une autre opération de la même maison de commerce située dans une autre résidence, sans une autorisation administrative délivrée dans les conditions suivantes.

ART. 8. — Chaque colonie ou territoire sous mandat (y compris la circonscription de Dakar qui est considérée comme une colonie) constitue un secteur de répartition. Chaque secteur est dirigé par un chef de secteur, savoir le Gouverneur général, Haut-Commissaire, pour la circonscription de Dakar et dépendances, le Gouverneur de la colonie (ou Commissaire de France pour le Togo) sur les autres territoires. Ils peuvent déléguer leurs pouvoirs à un ou plusieurs fonctionnaires.

Les chefs de secteur sont des représentants du Gouverneur général, Haut-Commissaire. Ils agissent suivant ses ordres et ses instructions.

ART. 9. — L'autorisation de vente ou de mise en consommation pour fabrication est délivrée par le chef de secteur sur le vu d'une fiche dressée par l'utilisateur, et complétée par la maison de commerce ou l'atelier de construction en ce qui concerne l'indication du tonnage par n° de la nomenclature et sur avis favorable du chef du groupement utilisateur intéressé ou de son délégué.

La livraison en cause est alors imputée au contingent dudit groupement.

ART. 10. — L'autorisation de transfert d'une maison de commerce à une autre maison de commerce ou à une autre opération de la même maison de commerce située dans une autre résidence, est donnée par le chef de secteur, si le transfert a lieu à l'intérieur d'un même secteur. Dans le cas contraire, elle est donnée après entente entre les chefs de secteur intéressés, ou à défaut d'entente après décision du Gouverneur général, Haut-Commissaire.

Les cessions entre utilisateurs ne sont soumises à aucune restriction.

Mais si les utilisateurs n'appartiennent pas au même groupement, la rectification des tonnages imputés au compte du contingent de chaque groupement ne sera opérée par les autorités fédérales, que sur avis conforme des chefs de groupements.

ART. 11. — *Contrôle des stocks.* — L'administration réserve aux chefs de secteur de répartition le droit de prescrire pour une marchandise déterminée, ou pour l'ensemble des marchandises appartenant à une nomenclature donnée, la production avant le 5 de chaque mois, d'un état indiquant :

1° — la situation des stocks à la fin du mois précédent;

2° — les quantités reçues au cours du mois avec indication de l'origine;

3° — les quantités vendues ou consommées au cours du mois avec indication des groupements d'utilisation;

4° — les quantités détruites ou détériorées.

ART. 12. — Tout commerçant est dans l'obligation de vendre dans la limite de ses stocks disponibles, les quantités figurant aux bons d'achat qui lui sont présentés.

Toute mise en vente ou mise en consommation pour fabrication, sans autorisation, toute fausse déclaration sur quantité reçue ou existant en stock et en général toute infraction au règlement seront passibles des peines édictées à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre.

ART. 13. — Des autorisations globales de vente pourront être délivrées aux maisons de commerce pour la vente directe au détail de certaines catégories de marchandises.

En outre, des arrêtés du Gouverneur général, Haut-Commissaire, pourront dispenser de tout ou partie des formalités prévues ci-dessus, la délivrance de certaines catégories de marchandises.

ART. 14. — Le présent arrêté abroge les dispositions de l'arrêté n° 638 TP du 16 février 1941, relatif aux ciments et liants hydrauliques, qui seront, du reste, soumis dès maintenant aux dispositions de l'article 11 ci-dessus.

ART. 15. — Une instruction soumise à l'approbation du Gouverneur général, Haut-Commissaire, et qui sera portée à la connaissance du public précisera les détails de procédure d'application des dispositions du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 30 avril 1941.

P. BOISSON.

NOMENCLATURE

annexée à l'arrêté n° 1539 du 30 avril 1941

NUMÉRO	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	SERVICE CHARGÉ DU CONTRÔLE DES COMMANDES ET DE LA RÉPARTITION
1	Fonte moulée	I. G. T. P.
2	Tuyau fonte	—
3	Fer rond d'alliage	—
4	Fonte d'affinage	—
5	Fer blanc	—
6	Profilés	—
7	Rails	—
8	Tôles et feuillets	—
9	Tréfilés et pointes	—
10	Pièces forgées	—
11	Outils acier spécial	—
12	Acier inoxydables	—
13	Aluminium et alliages	—
14	Plomb et alliages	—
15	Cuivre pur et alliages	—
16	Zinc et alliages	—
17	Etain et alliages	—
17 A	Antimoine et alliages	—
17 B	Nickel et alliages	—
18	Ciments	—
19	Chaux	—
20	Plâtre	—
21	Divers	—
A	Matériaux construction autres que fer, ciment et chaux	—
B	Fûts en fer	—
C	Goudron et bitume	—
D	Machines motrices	—
E	Machines agricoles et tracteurs	—
F	Machines et appareils électri- ques	—
G	Véhicules automobiles et pié- ces détachées	—
H	Autres machines et mécani- ques	—
I	Wagons et locomotives	—
J	Articles de ménage y compris objets fonte	—
K	Serrurerie et coutellerie	—
L	Autres ouvrages en métaux	—

Sociétés indigènes de prévoyance

ARRETE N° 223 *approuvant et rendant exécutoires les budgets 1941 des sociétés indigènes de prévoyance du territoire du Togo.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux sociétés indigènes de prévoyance au Togo, modifié par les décrets du 31 juillet 1937 et du 18 septembre 1938;

Vu l'arrêté du 7 octobre 1937 relatif au fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance, modifié par les arrêtés n°s 116 du 24 février 1938 et 287 du 21 mai 1938;

Vu l'arrêté n° 599 du 14 novembre 1937 portant création des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles au Togo et approuvant les statuts des sociétés;

Vu la délibération en date du 16 avril 1941 de la commission centrale de surveillance des sociétés indigènes de prévoyance au Territoire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés et rendus exécutoires les budgets pour 1941 des sociétés indigènes de prévoyance du Territoire.

ART. 2. — Les budgets délibérés en conseil d'administration et en assemblée générale de chacune des sociétés indigènes de prévoyance intéressées sont arrêtés aux montants ci-après, en recettes et en dépenses:

Société Indigène de Prévoyance de Lomé :

Cent sept mille cent vingt francs quarante quatre centimes (107.120 frs., 44).

Société Indigène de Prévoyance de Tsévié :

Cent soixante sept mille francs (167.000 francs).

Société Indigène de Prévoyance d'Anécho :

Cinq cent quatre-vingt-quatorze mille quatre cent soixante seize francs quatre-vingt-douze centimes (594.476 frs., 92).

Société Indigène de Prévoyance d'Atakpamé :

Deux cent sept mille francs (207.000 francs).

Société Indigène de Prévoyance de Klouto :

Sept cent quatre-vingt-quinze mille deux cent vingt et un francs soixante seize centimes (795.221 frs., 76).

Société Indigène de Prévoyance de Sokodé :

Deux cent cinquante deux mille cent quatre-vingt-dix francs cinquante et un centimes (252.190 frs., 51).

Société Indigène de Prévoyance de Lama-Kara :

Quatre cent cinquante sept mille neuf cent cinquante quatre francs soixante cinq centimes (457.954 frs., 65).

Société Indigène de Prévoyance de Bassari :

Cent soixante quatorze mille cent quatre-vingt-dix sept francs (174.197 francs).

Société Indigène de Prévoyance de Mango :

Deux cent quatre-vingt-dix-neuf mille cinq cents frs. (299.500 francs).

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 avril 1941.

J. DELPECH.

Cours de langue Ewé

DECISION N° 342 *portant organisation du cours public de langue ewé pour l'année scolaire 1941.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 527 du 30 novembre 1937 plaçant le cours public de langue ewé sous l'autorité du chef du service de l'enseignement et instituant un brevet de connaissance pratique de langue ewé;

Sur la proposition de l'inspecteur de l'enseignement;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Le cours public de langue ewé institué par l'arrêté n° 527 du 30 novembre 1937 susvisé, aura lieu, pour l'année 1941, du 5 mai au 20 décembre, à raison de 2 séances par semaine.

Il sera professé par M. Savi de Tové dans l'une des salles de la documentation générale du Territoire.

ART. 2. — Le programme comportera :

1° — l'étude du vocabulaire et de la grammaire ewé;

2° — la pratique de la lecture et de l'écriture de la langue;

3° — la pratique de la traduction orale et écrite français-ewé et ewé-français.

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 1^{er} mai 1941.

J. DELPECH.

Sociétés indigènes de prévoyance

DECISION N° 349 *fixant pour l'année 1941 l'indemnité de responsabilité du secrétaire-trésorier du fonds commun des sociétés indigènes de prévoyance.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 177 du 23 mars 1939 organisant le fonds commun des sociétés indigènes de prévoyance;

Vu l'arrêté n° 192 du 18 avril 1941 portant approbation du budget du fonds commun des sociétés indigènes de prévoyance (exercice 1941);

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — L'indemnité de responsabilité du secrétaire-trésorier du fonds commun des sociétés indigènes de prévoyance est fixée, pour l'année 1941, à 2.400 francs l'an.

ART. 2. — La présente décision, qui aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1941, sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 1^{er} mai 1941.

J. DELPECH.

**Transports des dons en nature
destinés aux prisonniers de guerre**

ARRETE No 228 bis exonérant les envois de dons en nature destinés aux prisonniers de guerre des frais de transport et taxes de toute nature perçus par les services du chemin de fer et du wharf.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 69 du 28 janvier 1929 approuvant l'ensemble des tarifs du chemin de fer et tous les actes modificatifs à ces textes;

Vu la lettre ministérielle n° 3537 du 26 septembre 1938 homologuant l'ensemble des tarifs du chemin de fer du Togo, modifiés au 1^{er} janvier 1938;

Vu l'arrêté n° 7 s. r. du 2 octobre 1938 du Haut-Commissaire de la République fixant la procédure d'homologation des tarifs du chemin de fer et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté n° 318 du 15 juin 1939 promulguant au Togo le décret du 19 mai 1939, portant réorganisation des chemins de fer coloniaux;

Vu la lettre avion n° 445 du 10 avril 1941 de M. le Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française;

Vu le rapport en conseil économique du réseau ferré;
Sur la proposition de l'ingénieur principal, directeur du réseau des chemins de fer et du wharf du Togo;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 5 mai 1941;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les envois de dons en nature destinés aux prisonniers de guerre sont exonérés des frais de transport et taxes de toute nature perçus par les services du chemin de fer et du wharf.

ART. 2. — Ces envois, obligatoirement remis par les sociétés de prévoyance ou adressés aux sociétés de prévoyance seront considérés comme transports en franchise; ils ne seront acceptés dans ces conditions que sur présentation d'un certificat de l'autorité administrative qualifiée, attestant qu'ils sont à destination définitive des comités locaux de la Croix-Rouge française ou du délégué de la Croix-Rouge française à Casablanca.

ART. 3. — Le présent arrêté, qui aura son effet pour compter du 1^{er} mai 1941, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 5 mai 1941.

J. DELPECH.

Contrôle des affectés spéciaux

DECISION No 353 modifiant la décision n° 821 du 4 décembre 1939 fixant la composition de la commission régionale de contrôle des affectés spéciaux du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 15 mai 1939, portant nouveau règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 31 mars 1928 en ce qui concerne l'affectation spéciale;

Vu l'arrêté n° 440 du 26 août 1939, promulguant au Togo le décret du 15 mai 1939;

Vu l'arrêté n° 3523/p. n. du 27 novembre 1939 du Gouverneur général de l'A. O. F. rendant applicable au Togo l'arrêté général de l'A. O. F. n° 3049/p. n. du 3 octobre 1939 relatif aux affectations spéciales;

Vu la décision n° 821 du 4 décembre 1939 fixant la composition de la commission régionale de contrôle des affectés spéciaux et son modificatif n° 261 du 9 mai 1940;

Vu l'arrêté n° 1222/p. n. du 11 juin 1940 du Gouverneur général de l'A. O. F. modifiant l'arrêté n° 3049/p. n. du 3 octobre 1939 relatif aux affectations spéciales;

Vu la décision n° 1351 du 16 avril 1941 du Gouverneur général Haut-Commissaire de l'Afrique française portant désignation de deux membres anciens combattants résidant au Togo pour faire partie de la commission régionale de contrôle des affectés spéciaux;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — La décision n° 261 du 9 mai 1940, modifiant la composition de la commission régionale de contrôle des affectés spéciaux est abrogée.

ART. 2. — La composition de la commission régionale de contrôle des affectés spéciaux du Togo fixée par décision n° 821 du 4 décembre 1939 est modifiée de la façon suivante :

Membres :

M.M. le capitaine Le Mestre de l'infanterie coloniale hors-cadres, chef du bureau militaire,

Pic, administrateur des colonies, commandant le cercle de Lomé,

R. P. Girard, missionnaire,

M. Robert, inspecteur des produits.

Le reste sans changement.

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 5 mai 1941.

J. DELPECH.

Produits et denrées de première nécessité

DECISION No 355 portant libération de certains stocks de produits de première nécessité.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 368 du 5 août 1940 ordonnant le blocage temporaire des stocks* de certains produits de première nécessité détenus par le commerce local;

Vu les décisions subséquentes portant déblocage partiel desdits stocks;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Sont libérées à la date du 1^{er} mai 1941 sur les stocks de sécurité constitués conformément aux dispositions de l'arrêté n° 368 du 5 août 1940, les quantités ci-après :

SUCRE

F. A. O.	2.700 kgs.
S. C. O. A.	3.200 —
U. A. C.	2.500 —
John Holt	1.600 —

Riz

S. C. O. A.	1.500 kgs.
John Holt	1.500 —

VIN

S. C. O. A.	500 kgs.
Eychenne	500 —

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 6 mai 1941.

J. DELPECH.

Personnel

ARRETE N° 236 suspendant les avancements à l'ancienneté pour les personnels européens et indigènes des cadres locaux du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1935 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu les arrêtés organiques des cadres locaux européens et indigènes du Togo;

Vu le décret en date du 22 février 1941, permettant de surseoir à l'avancement au titre de l'ancienneté, pendant la durée des hostilités et jusqu'à l'expiration du délai d'un an, à compter de la date légale de leur cessation;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est suspendu pendant la durée des hostilités et jusqu'à l'expiration du délai d'un an, à compter de la date légale de leur cessation, l'avancement à l'ancienneté dans tous les cadres locaux européens et indigènes du Togo.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 mai 1941.

J. DELPECH.

Budget local 1941

ARRETE N° 245 rendant provisoirement exécutoire le budget local du Togo pour l'exercice 1941.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1935 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies notamment en son article 70;

Vu l'arrêté n° 542 du 26 décembre 1940 rendant provisoirement exécutoire le budget local du Togo pour l'exercice 1941;

Vu le télégramme 167 F2/N du 2 mai 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendu provisoirement exécutoire pour l'exercice 1941, le budget local qui, approuvé en conseil d'administration dans sa séance du 26 décembre 1940, a été par la suite rectifié conformément aux instructions du département faisant l'objet du télégramme 167 F2/N du 2 mai 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française.

Le budget rectifié est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de QUARANTE HUIT MILLIONS SIX CENT QUARANTE QUATRE MILLE FRANCS (48.644.000 frs.).

ART. 2. — L'arrêté 542 du 26 décembre 1940 est rapporté.

ART. 3. — Le présent arrêté, qui aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1941, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 13 mai 1941.

J. DELPECH.

Campagne du coton

ARRETE N° 246 fixant la date de fermeture de la campagne du coton dans les cercles du Territoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1935 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 738 du 31 décembre 1938 portant modification à l'arrêté n° 520 bis du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits;

Vu l'arrêté n° 512 du 7 décembre 1940 fixant la date d'ouverture de la campagne du coton;

Sur la proposition de l'inspecteur de l'agriculture;

Après avis de la chambre de commerce et des sociétés indigènes de prévoyance intéressées;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La date de fermeture de la campagne du coton est fixée au 1^{er} juin 1941 dans tous les cercles du Territoire.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 13 mai 1941.

J. DELPECH.

Mesures contre la rage

ARRETE N° 248 édictant des mesures temporaires contre la rage dans les cercles de Lomé, Aného et la subdivision de Sokodé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1935 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le rapport n° 338 en date du 10 mai 1941 du chef du service de santé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Tous les chiens circulant sur le territoire des cercles de Lomé, d'Anécho et de la subdivision de Sokodé devront être muselés ou tenus en laisse pendant deux mois à partir de la date du présent arrêté.

Pendant le même temps, il est interdit aux propriétaires de se dessaisir de leurs chiens si ce n'est pour les faire abattre.

ART. 2. — Les animaux de quelque espèce qu'ils soient, notamment les chiens, chats et singes, atteints de rage, constatée ou simplement suspects de rage doivent être immédiatement abattus; le propriétaire de l'animal enragé ou suspect est tenu, même en l'absence d'un ordre des agents de l'administration, de pourvoir à l'accomplissement de cette prescription.

ART. 3. — Les chiens errants et tous ceux qui seraient trouvés sur le territoire des cercles de Lomé, d'Anécho et de la subdivision de Sokodé, non munis d'un collier portant le nom et le domicile de leur maître, seront conduits à la fourrière et abattus après un délai de quarante huit heures s'ils n'ont pas été réclamés et si le propriétaire est inconnu.

Le délai est porté à huit jours francs pour les chiens avec collier portant la marque de leurs maîtres.

En cas de remise au propriétaire, ce dernier sera tenu d'acquitter les frais de fourrière.

ART. 4. — Les infractions au présent arrêté seront punies des peines prévues par les règlements selon le statut des contrevenants.

ART. 5. — Vu l'urgence, les dispositions du présent arrêté entreront immédiatement en vigueur. La publication en sera assurée par tous les moyens ordinaires de publicité.

ART. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué, affiché et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 mai 1941.

J. DELPECH.

Palmistes

ARRETE N° 249 complétant l'arrêté n° 24 du 13 janvier 1941 réglementant la vente des palmistes dans le cercle de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le radiotélégramme n° C. 123 du 20 novembre 1940 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

Vu la lettre du 8 janvier du représentant des exportateurs d'oléagineux à Lomé;

Vu l'arrêté n° 525 du 18 décembre 1940 réglementant la vente des palmistes dans le cercle de Lomé, vu l'arrêté n° 24 du 13 janvier 1941 le modifiant, vu l'arrêté n° 54 du 3 février 1941 complétant l'arrêté du 13 janvier 1941;

Sur la proposition du président de la S. I. P. de Tsévié, et avis très favorable du commandant de cercle de Lomé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est complétée comme suit la liste des centres d'achat dans la subdivision de Tsévié, fixée par les arrêtés n° 525 du 18 décembre 1940, n° 24 du 13 janvier 1941, n° 54 du 3 février 1941 :

Centre d'achat de Gati: le mardi: prix minima 880 frs. la tonne.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 15 mai 1941.

J. DELPECH.

Caoutchouc

ARRETE N° 250 rendant obligatoire la déclaration des stocks de caoutchouc sylvestre et réglementant l'exportation de ce produit.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies, notamment en son article 10;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le télégramme n° C. 135 du 8 mai 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

Sous réserve d'approbation en conseil d'administration;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les stocks de caoutchouc sylvestre détenus à la date du 15 mai 1941 par les exportateurs du Territoire devront faire l'objet d'une déclaration écrite, datée, signée et certifiée sincère.

ART. 2. — Les déclarations porteront sur les stocks se trouvant à la date fixée ci-dessus :

- 1° — dans les postes d'achat de l'intérieur;
- 2° — en cours de transport;
- 3° — dans les magasins principaux et secondaires;
- 4° — dans les installations d'embarquement situées dans les ports.

ART. 3. A partir de la date du 15 mai 1941, les nouveaux achats effectués devront être obligatoirement déclarés, le premier et le quinze de chaque mois.

ART. 4. — Les exportations seront soumises à l'autorisation préalable de l'administration.

Les autorisations délivrées devront mentionner les dates d'achat des quantités exportées.

ART. 5. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront sanctionnées par les peines prévues à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938.

ART. 6. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et des subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 15 mai 1941.

J. DELPECH

(Approuvé en conseil d'administration dans sa séance du 19 mai 1941).

Horaires des trains de voyageurs**1^o — LIGNE DE PALIMÉ :**

a) Le train 219 du samedi quitterait Lomé à 6 h. 35 au lieu de 7 h. 35 pour arriver à Palimé à 11 h. 56 au lieu de 12 h. 56.

b) Le train 220 du samedi quitterait Palimé à 13 h. 15 au lieu de 14 h. 15 pour arriver à Lomé à 18 h. 32 au lieu de 19 h. 32.

c) Le train 216 du jeudi entre Noépé et Lomé est supprimé et remplacé le même jour par le train 220.

2^o — LIGNE D'ATAKPAMÉ :

a) Les trains 327 et 325 sont réunis en 1 seul qui prend le n^o 325.

b) Un train 325 est prévu le mercredi entre Dadja et Atakpamé pour assurer la desserte du marché de Dadja — train demandé par le commerce et le commandant de cercle du centre. La suppression des transports sur route parallèle au chemin de fer permet la mise en route de ce train.

c) Le train 328 non utilisé d'Atakpamé à Tsévié est supprimé. Maintenu de Tsévié à Lomé les lundi et vendredi son horaire est modifié — il part de Tsévié à 17 heures au lieu de 17 h. 30 pour arriver à Lomé à 18 h. 17 au lieu de 18 h. 47.

d) Un train 324 est prévu le mercredi entre Atakpamé et Dadja pour les raisons déjà indiquées ci-dessus.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL**ACTES DU POUVOIR LOCAL****PERSONNEL EUROPEEN****Nomination**

Par décision n^o 366 du :

13 mai 1941. — M. Gaudonville, Aimé, Louis, Charles, est engagé en qualité d'agent journalier au salaire de vingt francs par jour pour compter du 1^{er} mai 1941.

PERSONNEL INDIGÈNE**Nomination**

Par arrêté n^o 224 du :

1^{er} mai 1941. — Les nommés Lawson Wouly et Gbikpi Benoît sont admis dans le cadre local indigène du Togo en qualité de commis d'administration stagiaire (1^{er} échelon) pour compter du 1^{er} mai 1941.

Reclassement

Par arrêté n^o 237 du :

7 mai 1941. — Le commis d'administration de 7^e cl. d'Almeida Félicien est reclassé comme suit au point de vue exclusif de l'ancienneté :

Commis d'administration de 3^e classe à compter du 7 août 1938.

Commis d'administration de 2^e classe à compter du 1^{er} janvier 1941.

Promotions

Par arrêté n^o 238 du :

7 mai 1941. — Sont promus pour compter du 1^{er} janvier 1941 les agents du cadre local indigène des gardes-frontières du Togo dont les noms suivent :

Au grade de sergent 1^{er} échelon :

Ekpo Vincent, caporal 2^e échelon.

Au grade de caporal 1^{er} échelon :

Adjallé Richard, garde-frontière de 1^{re} classe.
Azima Youroukomagni, garde-frontière de 1^{re} classe.
Diabaré Nabiné, garde-frontière de 1^{re} classe.
Todedjrapou Mensah, garde-frontière de 1^{re} classe.
Sodatonou Kpadé, garde-frontière de 1^{re} classe.
Ajavon Albert, garde-frontière de 1^{re} classe.

Au grade de garde-frontière de 1^{re} classe :

Oloukounle Pierre, garde-frontière de 2^e classe.
Lassey Marc, garde-frontière de 2^e classe.

Au grade de garde-frontière de 4^e classe :

Fahoumbo Kabiné, garde-frontière de 5^e classe.
Aholoukpe Hounsavi, garde-frontière de 5^e classe.
Quenum Augustin, garde-frontière de 5^e classe.
Adjiko Auguste, garde-frontière de 5^e classe.
Hounye Dossah, garde-frontière de 5^e classe.

Retraite

Par arrêté n^o 243 du :

12 mai 1941. — Sont admis d'office à la retraite les agents hors d'état de continuer leurs fonctions dont les noms suivent :

M.M. Viotey Francis, brigadier-chef d'hygiène de 1^{re} classe.

Thomas Robert, brigadier planton de 1^{re} classe.

Par arrêté n^o 197 du :

18 avril 1941. — Est accordée une allocation proportionnelle de retraite au taux annuel de trois cent quarante six francs (346 frs.) avec jouissance du 1^{er} décembre 1940 au garde de 2^e classe Kondia n^o mle. 533, né en 1898 à Tiaré (cercle de Sokodé) 18 ans, 2 mois, 7 jours de service.

Licenciement

Par arrêté n^o 241 du :

9 mai 1941. — L'infirmier de 2^e classe Foly Fidèle est licencié de son emploi pour inaptitude physique.

Révocation

Par arrêté n^o 225 du :

1^{er} mai 1941. — Est révoqué de ses fonctions, pour compter du 25 mars 1941, le facteur de 5^e classe des P. T. T. Kouassi Alfred, condamné par le tribunal criminel d'Aného à la peine de 6 ans de prison comportant destitution et exclusion de toutes fonctions publiques.

Punitions

Par décision n^o 343 du :

1^{er} mai 1941. — Les punitions ci-après sont infligées aux gradés, miliciens et garde de cercle dont les noms suivent, pour « jeu d'argent et scandale à l'intérieur du camp de la milice » :

1^o — MILICE

30 jours d'arrêts de rigueur avec retenue de solde
Togbé Michel, sergent n^o Mle. M/432 BT, de la 1^{re} compagnie de milice.

30 jours de prison avec retenue de solde

Tibo Yandé, milicien 2^e classe Mle. M/554 BT, de la 1^{re} compagnie de milice.

Nassi, milicien 2^e classe Mle. M/680 AD, de la 1^{re} compagnie de milice.

Ocloo Bernard, milicien 2^e classe Mle. M/560 BT, de la 1^{re} compagnie de milice.

2^o — GARDE INDIGÈNE

30 jours de prison avec retenue de solde

Nata, garde de 1^{re} classe N^o Mle. 1105, du peloton de Lomé.

Par décision n^o 357 du :

7 mai 1941. — Une punition de cinq jours de suspension de solde est infligée à l'ouvrier de 5^e classe du cadre local indigène Codjovi Kpeklo, en service au réseau des chemins de fer pour le motif suivant :

« Malfaçons continuelles, malgré de nombreuses observations ».

Agents auxiliaires*Nominations*

Par décision n^o 344 du :

1^{er} mai 1941. — Le nommé Abidji Martin est agréé en qualité d'agent journalier au salaire de 7 francs par journée effective de travail, en remplacement de l'agent auxiliaire Afanou Dossou, démissionnaire.

Par décision n^o 354 du :

6 mai 1941. — Est engagé en qualité de moniteur auxiliaire stagiaire de l'enseignement privé, Ahadzi Warenfried, titulaire du certificat d'études primaires élémentaires, en remplacement numérique de Kouwonou Céphas, moniteur auxiliaire, démissionnaire.

Le moniteur auxiliaire Ahadzi Warenfried aura droit au salaire mensuel de 275 francs dont les 2/3 seront supportés par le Territoire et le 1/3 restant à la charge de la mission évangélique.

Par décision n^o 358 du :

8 mai 1941. — Le nommé Akakpo Michel est engagé à titre provisoire et sous réserve d'un stage d'une durée minimum de 3 mois, en qualité d'agent auxiliaire à compter du premier mai 1941, en remplacement numérique du surveillant-chef Amedokpo Nougballo, décédé.

Son salaire mensuel est fixé à deux cents francs.

Licenciement

Par décision n^o 361 du :

9 mai 1941. — L'agent auxiliaire Tattra Bernard, en service au réseau des chemins de fer (voie) est licencié de son emploi et rayé du contrôle pour le motif suivant :

« Abandon de poste de sécurité ».

RECTIFICATIF à l'officiel du 16 mars 1941 — page 173.

Au lieu de :

Amoussou Boniface 350 francs

Lire :

Amoussou Boniface 325 francs

Le reste sans changement.

DIVERS**Commission**

Par décision n^o 341 du :

1^{er} mai 1941. — Une commission composée de :
M. Dulphy, administrateur-adjoint des colonies, chef de cabinet *Président*
M.M. Lauqué, adjoint principal de classe exceptionnelle des services civils des colonies, } *Membres*
Folly Michel, commis principal d'administration de 4^e classe.

se réunira le 15 mai 1941 au gouvernement (salle des conférences) à 8 heures, en vue de faire subir à l'ex-commis Attiobé Jean, l'examen professionnel à l'emploi de commis d'administration.

L'examen indiqué ci-dessus comporte :

Une question sur la comptabilité-finances — Durée 1 heure — coefficient 2
Une question sur la comptabilité-matières — Durée 1 heure — coefficient 2
Une question sur l'organisation administrative et judiciaire du Togo — Durée 1 heure — coefficient 1
Une épreuve de dactylographie — coefficient . 2
Les épreuves sont cotées de 0 à 20 — Toute note inférieure à 8 est éliminatoire.

Pour être déclaré admis le candidat devra réunir au moins 84 points.

Dégrèvements

Par arrêté n^o 198 du :

18 avril 1941. — Est accordé le dégrèvement suivant :

EXERCICE 1940

Patentes

Sansanné-Mango — Rôle n^o 13, art. 1 — Sermizoni Paolo 900,—

Le trésorier-payeur est autorisé à porter ce dégrèvement en réduction de ses prises en charge.

Par arrêté n^o 199 du :

18 avril 1941. — Est accordé le dégrèvement suivant :

EXERCICE 1940

Sansanné-Mango

Rôle n^o 124 — art. 1 — Gaillaguet Jules :

Impôt personnel et taxe additionnelle . 743,50

Taxe sur arme perfectionnée 20,—

763,50

Le trésorier-payeur est autorisé à porter ce dégrèvement en réduction de ses prises en charge.

Par arrêté n^o 200 du :

18 avril 1941. — Est accordé le dégrèvement suivant :

EXERCICE 1940

Cercle de Lomé

Impôt personnel et taxe additionnelle

Rôle n^o 65 — art. 30 — Chabanon Paul . 206,75

Par arrêté n^o 201 du :

18 avril 1941. — Sont accordés les dégrèvements ci-après :

EXERCICE 1940
Impôt personnel européen :

	Taxe fixe	Taxe addit.	Cent. addit.	Total
Trésor — Rôle n° 85 art. 28				
Demonio François . . .	230.—	630.50	11.50	872.—
Rôle n° 85 art. 32				
Burluraux Marie . . .	230.—	805.—	11.50	1046.50
Rôle n° 85 art. 38				
Dantec Xavier	230.—	353.50	11.50	595.—
Rôle n° 85 art. 52				
Mandon René	230.—	245.—	11.50	486.50
Rôle n° 85 art. 61				
Fontaine André	230.—	490.50	11.50	732.—
Totaux	1150.—	2524.50	57.50	3732.—

Le trésorier-payeur est autorisé à porter ces dégrèvements en réduction de ses prises en charge.

Enseignement professionnel

Licenciement

Par décision n° 364 du :

12 mai 1941. — L'élève de 3^e année de l'école professionnelle de Sokodé Sobo Tchaa est licencié pour n'avoir pas repris les cours à la rentrée de février 1941.

Exportation des
produits de la récolte 1940 - 1941

Par décision n° 356 du :

6 mai 1941. — La commission, prévue à l'article 9 du règlement du 24 mars 1941, à l'effet de contrôler au port d'embarquement les poids et la qualité des produits rachetés par l'Etat Français et prêts à être embarqués, est composée comme suit :

M. Mancion, inspecteur de l'agriculture, à défaut d'un administrateur des colonies disponible	<i>Président</i>
M.M. Fay, élève-administrateur des colonies, en service au bureau des affaires économiques,	
Robert, inspecteur des produits,	
Micheletti, agent transitaire du service local,	
Boury, chef du mouvement du réseau des chemins de fer,	
Olieu, employé à la S. C. O. A.,	<i>Représentant des exportateurs</i>
Bogatsky, employé à la Cie F. A. O.	

Métis

Par décision n° 348 du :

1^{er} mai 1941. — Sont accordées pour l'année 1941 les allocations aux jeunes métis ci-après :

CERCLE	NOMS DES ENFANTS	AGE	TAUX JOURNALIER DE L'ALLOCATION	PERSONNE HABILITÉE A PRENDRE LE MONTANT DES ALLOCATIONS
du Centre (Subd. d'Atakpamé)	Marie Akouavi	2 ans	0,50	Mahougbé Sossou-kidibi à Atakpamé
	Jeannette Carbou	13 ans	1,40	Barso Diallo à Atakpamé

Par décision n° 365 du :

13 mai 1941. — Est accordée pour l'année 1941 une allocation de 1 fr., 50 par jour à la nommée Clairette Ablavi, âgée de 9 ans, entretenue par l'Institution Notre Dame des Apôtres d'Anécho.

Madame Marie Carbineau en religion Sœur Emiliennne, supérieure de l'établissement précité, est habilitée à percevoir le montant de la susdite allocation.

Permis de conduire

Par arrêté n° 203 du :

18 avril 1941. — Sont retirés définitivement les permis de conduire des titulaires ci-après désignés :

1^o — Ediamé Apemessi Joseph — permis n° 474 délivré au Togo le 2 août 1927;

2^o — Assatako Olougbeynovi — permis n° 108/756 délivré au Togo le 10 décembre 1930;

3^o — Lombé Joseph — permis n° 1914 délivré au Dahomey le 30 juin 1938.

Remboursement

Par arrêté n° 195 du :

18 avril 1941. — Est autorisé le remboursement des sommes suivantes indûment perçues par l'agence intermédiaire de Lomé à la date du 20 novembre 1939 :

Houessou Albert Amouzou, boutiquier de l'U. A. C. à Lomé 600 frs.

Amorin Julia, boutiquière de l'U. A. C. à Lomé 600,—

Total 1.200,—

Résidence obligatoire

Par arrêté n° 244 du :

12 mai 1941. — Le nommé Tamesin, né à Afangnagan, fils de Abotchi et de Wotcha, condamné à 18 mois de prison et 2 ans d'interdiction de séjour pour vol par jugement du 27 novembre 1939, est astreint à la résidence obligatoire dans le cercle de Sokodé pendant deux ans, pour compter du 16 mai 1941, date d'expiration de sa peine de prison.

Rôles

Par arrêté n° 242 du :

9 mai 1941. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs et supplémentaires des exercices 1940 et 1941 dont le détail suit, s'élevant à la somme de : Neuf cent soixante cinq mille neuf cent soixante dix huit francs quatre vingt dix centimes.

N ^{OS} DES RÔLES	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
Exercice 1940				
315	Atakpamé	Contribution foncière	41,—	41,—
316	Lomé (C. M.)	Impôt personnel indigène catég. sup.	4.525,—	
		Centimes additionnels	226,20	
		Rachat des prestations	1.000,—	5.751,20
317	—	Licences	1.100,—	
		Centimes additionnels	55,—	1.155,—
318	—	Taxe sur les chiens	20,—	
		Centimes additionnels	1,—	21,—
319	Lomé-Subdi.	Taxe sur armes perfectionnées	20,—	20,—
320	Anécho	Impôt sur immeubles bâtis	56,70	56,70
TOTAL				7.044,90
Exercice 1941				
62	Lomé (C. M.)	Impôt sur la population flottante	450,—	
		Centimes additionnels	22,50	472,50
63	—	Patentes	85.835,—	
		Centimes additionnels	4.291,70	90.126,70
64	—	Licences	7.800,—	
		Centimes additionnels	390,—	8.190,—
65	—	Licences	60.900,—	
		Centimes additionnels	3.045,—	63.945,—
66	—	Taxe sur les armes perfectionnées	480,—	
		Centimes additionnels	24,—	504,—
67	—	Taxe sur les armes perfectionnées	1.740,—	
		Centimes additionnels	87,—	1.827,—
68	—	Taxe sur les véhicules	360,—	
		Centimes additionnels	16,80	376,80
69	Lomé Subdi.	Impôt personnel et taxe additionnel	230,—	
		Rachat des prestations	40,—	270,—
70	—	Patentes		600,—
71	—	Licences		150,—
72	—	Licences		200,—
73	—	Taxe sur les armes perfectionnées		160,—
74	—	Taxe sur les véhicules		195,—
75	Anécho	Impôt sur la population flottante	800,—	
76	—	Rachat des prestations indigènes	15.762,50	
77	—	Impôt sur immeubles bâtis (européens)	1.332,20	
78	—	Impôt sur immeubles bâtis (indigènes)	5.192,20	
79	—	Impôt sur immeubles non bâtis	10.383,60	
80	—	Licences	300,—	
81	—	Taxe sur les armes perfectionnées	80,—	
82	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	2.638,—	
83	—	Taxe sur les bicyclettes	1.935,—	
84	Tsévié	Impôt personnel et taxe additionnel	1.290,—	
		Rachat des prestations	200,—	1.490,—
85	—	Impôt personnel et taxe additionnel	488,—	
		Rachat des prestations	80,—	568,—
86	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup.	674.736,—	
87	—	Patentes	10.625,—	
88	—	Licences	7.100,—	
89	Sokodé	Impôt personnel sur indigènes catég. sup.	120,—	
		Rachat des prestations	40,—	160,—
à reporter			160,—	899.959,50

NOS DES RÔLES	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
		Report	160,—	899.959,50
90	Sokodé	Rachat des prestations indigènes	5.250,—	
91	—	Impôt personnel indigènes catég. ordinaire	16.120,—	
92	—	Impôt sur la population flottante	2.730,—	
93	—	Patentes	1.585,—	
94	—	Taxe sur armes perfectionnées	120,—	
95	—	Taxe sur les bicyclettes	600,—	
96	—	Taxe sur les chiens	30,—	26.595,—
97	Lama-Kara	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. 245,—		
	—	Rachat des prestations 65,—	310,—	
98	—	Impôt personnel indigène	2.805,—	
99	—	Impôt sur la population flottante	2.460,—	
100	—	Rachat des prestations indigènes	1.930,—	
101	—	Patentes	275,—	
102	—	Licences	100,—	
103	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	16,—	
104	—	Taxe sur les bicyclettes	690,—	8.586,—
105	Bassaré	Impôt personnel indigène catég. ordinaire	4.911,—	
106	—	Taxe sur les armes de traite	2.120,—	
107	—	Impôt sur la population flottante	2.010,—	
108	—	Rachat des prestations indigènes	6.062,50	
109	—	Patentes	850,—	
110	—	Taxe sur les armes perfectionnées	20,—	
111	—	Taxe sur les bicyclettes	930,—	16.903,50
112	Lomé Subdi.	Patentes	2.700,—	2.700,—
113	Atakpamé	Impôt personnel et taxe additionnel 3.670,—		
		Rachat des prestations 520,—	4.190,—	4.190,—
		TOTAL Exercice 1941		958.934,—
		TOTAL Exercice 1940		7.044,90
		TOTAL GÉNÉRAL		965.978,90

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 10 mai 1940.

Sociétés indigènes de prévoyance

Par arrêté n° 228 du :

5 mai 1941. — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle primitif (exercice 1941) des cotisations de la société indigène de prévoyance de Sokodé (catégorie ordinaire) arrêté à la somme de : Cent quatre vingt douze mille six cent soixante neuf francs cinquante centimes (192.669 frs. 50).

Par arrêté n° 229 du :

6 mai 1941. — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle primitif (exercice 1941) des cotisations (catégorie ordinaire) de la société indigène de prévoyance de Tsévié (cercle de Lomé) arrêté à la somme de SOIXANTE DIX SEPT MILLE TROIS CENT TREIZE FRANCS CINQUANTE CENTIMES (77.313 frs. 50).

Surveillance des prix

(Séance du 27 avril 1941)

Prix de l'essence au détail : 5 f 70 le litre.

(Séance du 8 mai 1941)

MAISON U. A. C.

Huile d'arachide de Bordeaux :

La bouteille de 0l. 65 11,25

Chaux vive en drums de 10 kgs :

Le drum 37,50

MAISON Cle. F. A. O.

Eau de Vichy Célestin :

La bouteille de 0l. 90 7,50

Rhum St. James :

Le litre 70,00

MAISON S. G. G. G.

Ocre bleu d'Outre-mer :

Le kilogramme 11,50

Ruban à machine :

La pièce 45,00

Papier carbone léger :

La feuille 1,10

Crayon graphite :

La douzaine 18,00

Classeurs à levier :

La pièce 39,00

Papier carbone noir :

La feuille 0,95

Carbonyléum :

Le kilogramme 9,25

Le litre 9,90

0l. 75 8,25

Vin de cassis :

0l. 75 27,00

Porte-monnaie :

N° 8 bis : la pièce 21,00

N° 18 : la pièce 21,00

N° 150 : la pièce 17,00

Cigarettes nationales :

La cartouche	54,20
Le paquet	2,25

Cigarettes Job :

La cartouche	55,50
Le paquet	2,35

Terrains domaniaux

Par arrêté n° 193 du :

18 avril 1941. — Le nommé Conrad Dékpo, commerçant, demeurant à Lama-Kara, est autorisé à occuper à ses risques et périls une parcelle d'un terrain domanial situé à Lama-Kara, cercle de Sokodé, constituant le lot n° 61 du lotissement du centre commercial de Lama-Kara, d'une superficie de huit ares.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges annexé au présent arrêté.

Par arrêté n° 194 du :

18 avril 1941. — Le nommé Ayivi Nicodème, charpentier, demeurant à Lama-Kara, est autorisé à occuper à ses risques et périls une parcelle d'un terrain domanial situé à Lama-Kara, cercle de Sokodé, constituant le lot n° 60 du lotissement du centre commercial de Lama-Kara, d'une superficie de huit ares.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges annexé au présent arrêté.

Par arrêté n° 206 du :

18 avril 1941. — Les lots ci-après désignés compris dans le lotissement du quartier d'Ahanoukopé à Lomé, sont respectivement attribués définitivement en toute propriété aux sieurs :

Hundt John	lot n° 15
Maathey Pierre	lot n° 22
Gonçalves Antoine	lot n° 35
Hiheglo Michel	lot n° 38
Vianou Benjamin	lot n° 40
Ajavon Adolphe	lot n° 46
Tidjani Ali	lot n° 52
Kougblenou Joseph	lot n° 74
Degboe Alphonse	lot n° 77
Hooper Alfred	lot n° 81
d'Almeida Charles	lot n° 94
Sodji Florence	lot n° 98
Lade Cléophas	lot n° 100
Tocou Michel	lot n° 101
Nyavor Pius	lot n° 104
Akomatsri Hycinthe	lot n° 108
Deckon Félix Cosme	lot n° 109

aux charges et conditions stipulées dans le cahier des charges spécial de ce lotissement et moyennant le prix de six cents francs par lot.

Par arrêté n° 207 du :

18 avril 1941. — Le lot n° 72 compris dans le lotissement du quartier d'Ahanoukopé à Lomé est attribué définitivement en toute propriété au sieur Akakpovi Appolinaire, agent sanitaire, demeurant à Anécho, aux charges et conditions stipulées dans le cahier des charges spécial et moyennant le prix de six cents francs.

Par arrêté n° 208 du :

18 avril 1941. — Les titres-fonciers ci-dessous désignés sont attribués à titre définitif et en toute propriété aux ci-après nommés :

Titre-foncier n° 30 du territoire du Togo — à Madame Kponton Félicienne, sage-femme auxiliaire, demeurant à Lomé.

Titre-foncier n° 119 du territoire du Togo — à M. Fumey Hermann Kouassivi, employé de commerce à Atakpamé.

Titre-foncier n° 140 du territoire du Togo — à M. Abbey Gaspard Tévi, employé de commerce, demeurant à Palimé.

Par arrêté n° 209 du :

18 avril 1941. — Est attribué définitivement en toute propriété à la Société anglaise à responsabilité limitée G. B. Ollivant, dont le siège est à Manchester, un terrain domanial de la surface de onze ares vingt-neuf centiares, situé à Anié, subdivision d'Atakpamé, cercle du centre, et faisant l'objet du titre-foncier n° 99 du cercle d'Atakpamé.

Par décision n° 362 du :

9 mai 1941. — Un délai d'une année, à compter de la date limite prévue au cahier des charges, est accordé à la Société John Holt et Cie pour la mise en valeur des parcelles de terrain des centres commerciaux de Mango, Blitta et Lama-Kara, constituant les titres fonciers n°s 93, 129 et 196 du territoire du Togo.

Textes publiés à titre d'information

Fonctionnaires coloniaux

LOI abrogeant le décret-loi du 24 mai 1938 concernant le séjour en France des fonctionnaires coloniaux.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,
Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogés le décret du 26 avril 1938 et le décret-loi du 24 mai 1938 interdisant aux fonctionnaires et aux magistrats coloniaux de rester pendant plus de trois ans sans exercer leurs fonctions dans une colonie.

ART. 2. — Les dispositions des textes organiques des personnels coloniaux assimilant pour l'avancement le temps passé en service en France au temps passé en service dans la colonie ne peuvent bénéficier aux intéressés qu'en vue d'un seul avancement.

ART. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 15 mars 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le général d'armée,
ministre secrétaire d'Etat à la guerre,
Général HUNTZIGER.*

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.*

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis de concours

Concours du stage de l'école coloniale

Par arrêté du 7 avril 1941, paru au *Journal officiel* de l'Etat Français, en date du 9 avril 1941, le concours prévu par le décret du 10 juillet 1920, modifié par le décret du 20 février 1934, concernant l'admis-

sion au stage de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer des adjoints des services civils et des commis principaux des secrétariats généraux aura lieu les 14 et 15 novembre 1941. Le nombre des places mises au concours a été fixé à trente-cinq. Le programme d'économie politique est celui des deux premières années de la licence en droit. Les demandes devront être formulées avant le 12 juillet, terme de rigueur.

DOMAINES

Avis de vente aux enchères publiques

Il sera procédé le lundi 4 août 1941 à 10 heures du matin, en la salle des audiences de la mairie de Lomé, à la vente aux enchères publiques, au plus offrant et dernier enchérisseur de six lots numérotés de 1 à 6, compris dans le lotissement d'un terrain domanial situé à Lomé et délimité au nord par la rue de la Somme, au sud par une rue non dénommée, à l'est par la rue des Haoussas, à l'ouest par une rue non dénommée et constituant partie de l'ancienne parcelle n° 104 feuille 3 du plan allemand de Lomé.

Ce terrain est immatriculé au livre foncier du cercle de Lomé avec plus grande étendue, sous le n° 511.

N° du lot	Superficie	Mise à prix
1	4 a. 41	6.500 frs.
2	4 a. 35	6.500 —
3	4 a. 57	6.700 —
4	4 a. 13	6.000 —
5	4 a. 11	6.000 —
6	4 a. 13	6.000 —

Le prix principal et les frais accessoires seront payables à la caisse du receveur des domaines à Lomé dans les huit jours qui suivront la notification de l'adjudication.

Les personnes désireuses de prendre part à l'adjudication devront obligatoirement en aviser par lettre M. l'administrateur-maire de la commune-mixte de Lomé dans un délai de deux mois à compter du jour où paraîtra le *Journal officiel* portant insertion du présent avis.

Pour communication du cahier des charges, consultation des plans et tous renseignements, s'adresser au bureau des domaines à Lomé.

Lomé, le 8 mai 1941.

Le receveur des domaines,
BERLIE.

Avis de demande d'immatriculation

au livre foncier du Territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, à la main du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1162, déposée le 2 mai 1941 le sieur Ahiabé Vendelinus Apénouvo, profession de cultivateur et chef de canton, demeurant et domicilié à Lebé, agissant en son nom et pour son compte personnel comme propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier complanté de cocotiers et portant une construction en terre de

barre à usage d'habitation, d'une contenance totale de 10 hectares 53 ares 70 centiares, situé à Lebé, subdivision de Tsévié, cercle de Lomé et borné au nord par terrain à Soka, à l'est par terrain à Soka, au sud par terrain à Aziankou, à l'ouest par terrain à Zoumakpé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1163, déposée le 2 mai 1941 le sieur Olympio César Francisco, profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel comme propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier portant une maison à étage à usage d'habitation et dépendances, d'une contenance totale de 10 ares 10 centiares, situé à Lomé, quartier n° 4, cercle de Lomé et borné au nord par la rue du lieutenant-colonel Maroix, à l'est par terrain à Isifou Sant'Anna, au sud par terrain à Clara Olympio, à l'ouest par la rue Gambetta.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1164, déposée le 15 mai 1941, le sieur Afidegnon Stanislas, profession de transporteur, demeurant et domicilié à Atakpamé, agissant en son nom et pour son compte personnel, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone portant quatre maisons en briques crues, couvertes en tôles, à usage d'habitation et dépendances, d'une contenance totale d'environ 9 ares 28 centiares, situé à Atakpamé, quartier Djama, cercle du Centre et borné au nord par terrain à Atikplé, à l'est par l'avenue des Alliés, au sud par terrain à Modjodjou, à l'ouest par terrain à Atikplé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière,
BERLIE.

Etude de Maître Raymond VIALE, Avocat-défenseur à Lomé

AVIS

Le Dimanche PREMIER JUIN mil neuf cent quarante et un à HUIT heures du matin et les jours suivants à la même heure, il sera procédé au Palais de Justice de LOMÉ à la vente aux enchères publiques, au plus offrant et dernier enchérisseur, de divers objets saisis à la requête de la SOCIÉTÉ UNITED AFRICA COMPANY LIMITED sur le nommé John Dagadu TREVEH, et comprenant notamment, un FRIGIDAIRE à pétrole, marque Frigelux, un CARILLON Westminster, du LINGE de corps et de maison, des LAMPES à pétrole, des CHAUSSURES, un PHONOGRAPHE, etc.

La vente se fera exclusivement AU COMPTANT à peine de folle enchère.

Il sera perçu huit pour cent EN SUS du prix d'adjudication; également au comptant.